



La réinstallation au Canada de réfugiés détenus à Guantanamo Foire aux questions

Le Conseil canadien pour les réfugiés demande au gouvernement canadien de réinstaller sans tarder certains détenus de Guantanamo qui ne peuvent retourner en toute sécurité dans leur pays d'origine. Plusieurs groupes ont démontré leur volonté d'accueillir ces réfugiés en soumettant des demandes de parrainage en leur nom.

1. Pourquoi ces hommes ne peuvent-ils retourner dans leur propre pays?

Il y a environ 60 hommes détenus à Guantanamo qui sont à risque de persécution, de torture, voire de mort s'ils retournent dans leur pays d'origine. Plusieurs d'entre eux ont fui leur pays il y a longtemps afin d'échapper à la persécution – et pendant qu'ils cherchaient l'asile à l'extérieur de leur pays, ils ont été arrêtés et transférés à Guantanamo. De plus, le fait d'être détenu à Guantanamo crée un risque pour plusieurs : ils pourraient être exposés à de graves violations de leurs droits parce qu'ils ont été injustement et faussement étiquetés « présumés terroristes ».

Les Canadiens connaissent les risques de torture en Syrie pour des hommes étiquetés « présumés terroristes » à cause de l'expérience de Maher Arar et d'autres Canadiens torturés dans les prisons syriennes. Un des hommes parrainés est originaire de la Syrie.

Les Canadiens connaissent également les souffrances des Ouïghours aux mains des autorités chinoises à cause de l'expérience de Huseyin Celil, un Canadien d'origine ouïghoure, condamné à la prison à vie en Chine suite à un procès injuste. Trois des hommes parrainés sont des Ouïghours de la Chine.

2. Les É.-U. ont créé le problème de Guantanamo – pourquoi ne le règlent-ils pas eux-mêmes?

Les États-Unis doivent en effet prendre la responsabilité des graves injustices perpétrées à Guantanamo. Le décret signé récemment par le président Obama ordonnant la fermeture de la prison d'ici un an est un premier pas positif. On s'attend à ce que les États-Unis accueillent certains des hommes qui ne peuvent retourner chez eux. En fait, plusieurs organismes luttent depuis des années pour qu'ils soient réinstallés aux États-Unis et certaines communautés ont proposé un soutien concret. La recherche de solutions pour tous les hommes actuellement détenus exige cependant la participation de plusieurs pays. On peut comprendre que certains des hommes ne désirent pas s'installer aux États-Unis, pays dont le gouvernement a violé leurs droits si massivement.

3. Pourquoi ces hommes devraient-ils venir au Canada – pourquoi n'iraient-ils pas dans d'autres pays?

De nombreux pays, dont le Portugal, la France, l'Irlande et la Suisse se sont montrés ouverts à la possibilité d'accueillir quelques-uns de ces hommes. On ne s'attend pas à ce que le Canada les accueillent tous ou même la plupart, mais il est logique que le Canada en accueille quelques-uns, vu sa tradition de réinstallation des réfugiés et de leadership en matière des droits humains. Un de ces hommes, Djamel Ameziane, a des liens particuliers avec le Canada, qui en fait la destination la plus indiquée (il a déjà vécu à Montréal et il a un frère au Canada). Les demandes

de parrainage ont été déposées par des Canadiens qui apprécient cette occasion de poser un geste concret pour mettre fin aux abus vécus par ces hommes à Guantanamo.

4. Comment pouvons-nous nous assurer que ces hommes ne représentent pas une menace à la sécurité?

Plusieurs détenus de Guantanamo s'y trouvent non pas à cause de ce qu'ils ont fait, mais uniquement parce qu'ils se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment. À ce titre, ils ne représentent aucune menace à la sécurité. Pourtant, le gouvernement des É.-U. a constamment cherché à présenter les détenus de Guantanamo comme les « pires des pires » afin de justifier le maintien de leur détention sans accusation ni procès. Après plus de six ans d'enquête, les États-Unis n'ont pu trouver de preuves pouvant fonder une accusation contre les hommes pour qui les demandes de parrainage ont été déposées.

Dans le cadre du processus de parrainage, le gouvernement canadien doit faire des vérifications en matière de criminalité et de sécurité avant d'admettre des réfugiés pour réinstallation au Canada. En choisissant des cas pour le parrainage au Canada, on a pris soin d'exclure tout cas qui pouvait sembler inadmissible, en vertu de la loi canadienne, pour des motifs de criminalité ou de sécurité.

5. Les hommes parrainés ont-ils tous vu leur libération approuvée par les autorités états-uniennes?

Certains, mais pas tous, ont vu leur libération approuvée. Or, étant donné la nature kafkaïenne des procédures auxquelles les détenus sont soumis, le fait qu'une personne n'a pas vu sa libération approuvée ne signifie pas qu'il y ait des preuves qui justifient son maintien en détention. De plus, sur le plan pratique, cela ne représente pas nécessairement un obstacle à la réinstallation dans un autre pays : d'autres détenus dont la libération n'était pas techniquement approuvée ont été rapatriés et ensuite libérés.

6. Est-il vrai que plusieurs anciens détenus de Guantanamo se sont livrés à des activités terroristes depuis leur libération?

Dans ses derniers jours, l'administration Bush a diffusé des allégations à l'effet que 61 anciens détenus se seraient livrés à des actes terroristes, apparemment dans un ultime effort pour tenter de justifier ses actions à Guantanamo. Ce chiffre a été répété par certains, malgré le fait que le gouvernement des États-Unis ait été incapable de fournir des informations relatives à l'identité des supposées 61 personnes. Il s'est avéré que certains anciens détenus, auparavant accusés de s'être livrés à des actes hostiles envers les États-Unis, n'ont rien fait d'autre que d'accorder des entrevues au cours desquelles ils ont fait état des abus qu'ils avaient vécus à Guantanamo.

7. Si le Canada ne veut rien faire pour son propre citoyen, Omar Khadr, pourquoi aidera-t-il des non-citoyens?

Les appels en faveur du rapatriement de Khadr se font de plus en plus entendre. De toute façon, le cas des hommes parrainés se distingue de celui de Khadr. Le gouvernement canadien maintient que Khadr devrait y demeurer afin de faire face aux accusations portées contre lui – cet argument ne s'applique pas aux réfugiés parrainés qui ne font face à aucune accusation. Le Conseil canadien pour les réfugiés ne demande aucun traitement de faveur pour les hommes parrainés. Il demande seulement que le gouvernement applique la loi à l'égard des demandes de parrainage privé de réfugiés, dont les directives qui exigent un traitement d'urgence pour les réfugiés qui font face à la détention arbitraire.

Voir également :

Conseil canadien pour les réfugiés, <http://www.ccrweb.ca/guantanamoFR.htm>

Center for Constitutional Rights, *FAQs: International Protection for Guantánamo Prisoners who Cannot be Safely Repatriated*, <http://ccrjustice.org/learn-more/faqs/resettlement-and-refugees-guantanamo>

Center for Constitutional Rights, *Closing Guantánamo and Restoring The Rule Of Law*, <http://ccrjustice.org/learn-more/reports/report%3A-closing-guant%C3%A1namo-and-restoring-rule-law>

Février 2009